

BILANS DES MEMBRES DU COLLÈGE EXÉCUTIF

TRIBUNE DES VERTS n° 15 • AUTOMNE 2004 • VERT-CONTACT n° 721

Au CE, les responsabilités en matière de communication étaient éparées. Outre la mission externe des porte-parole, l'animation de la communication interne fait partie du secteur des relations avec les régions, le secteur campagne-actions a aussi un rôle de communication interne par l'intermédiaire du journal Actions, à quoi s'ajoute le reste de notre communication électronique, sur le site Internet des Verts prioritairement.

J'ai essayé, dans un premier temps, de rationaliser tout cela. Les élus et les salariés concernés ont joué le jeu. Il en est ressorti qu'il fallait faire converger nos supports papier et électroniques. Nous avons décidé de renforcer la communication électronique, le journal Actions a été remaqueté, Vert Contact (VC) est devenu consultable sur le web et a intégré des références web.

Une difficulté s'est fait jour dès le début. Si deux tiers des adhérents ont vraisemblablement une adresse mail, l'absence d'un fichier unique ne nous permet pas d'être sûrs d'un contact pérenne. Les autres adhérents doivent continuer à recevoir l'info.

La question du rythme de parution de VC nous a beaucoup préoccupés. Après le lancement du mensuel qui en est au numéro 10, il a semblé qu'une seule parution mensuelle, décalée de quinze jours par rapport à VERT était l'idéal. Nous avons envisagé de l'envoyer gratuitement à tous les adhérents (ce qui ne s'est pas révélé possible financièrement) puis nous nous sommes concentrés sur VERT pour faire remonter les abonnements aux 2 parutions (qui ne cessaient de baisser à cause de la sortie erratique de VC).

Si VERT a plutôt une bonne réception, l'impact sur les abonnements se s'est pas réellement fait jour, malgré plusieurs campagnes d'incitation, en direction des militants et en direction des groupes locaux qui recevaient 10 numéros gratuits.

L'activité sur le web a explosé. La création d'un serveur de listes, par des bénévoles qu'il faut remercier, offre une capacité de communication à tous les militants qui le souhaitent. Le site est vivant. Un e-journal -Citron Vert- vient de voir le jour, encore sur initiative militante. La liste Communication permet de faire vivre notre réflexion. Je reste convaincue qu'il nous faut maintenant un quotidien électronique officiel des Verts. Car nos évolutions ont reposé sur la créativité des militants plus que sur nos décisions. Il reste à en trouver les moyens.

J'ai essayé de me concentrer sur la création d'un mensuel qui fournisse des argumentaires à nos militants et qui soit vendable à nos sympathisants proches. Le comité de rédaction est en train petit à petit de s'élargir. Paradoxalement les seules critiques que le comité de rédaction dont il faut apprécier la ténacité, la bonne volonté et la créativité aient reçu concerne le coût, avec une injonction paradoxale : cela coûte trop cher mais il faudrait le sortir hebdomadairement. Une seule chose est sûre : le mensuel doit VIVRE.

FRANCINE BAVAY
Déléguée à la communication

Un bilan ? Volontiers ! Même une bonne occasion de voir qu'en 18 mois que j'ai cru vains, on en a fait des trucs au CE !

Des actions spécifiques : séminaire à Bayonne sur la sécurité maritime avec les députés européens, action sur l'eau, 3 heures de l'Ecologie sur l'énergie, Forum sur la souveraineté alimentaire. De la rédaction ou de la relecture : brochures sur marées noires et transports, participation à Vert-Contact et même de textes «politiques» si si ! Texte programmatique commun avec le PS pour les régionales (qui ne vit jamais le grand jour !), programmes verts des régionales et des Européennes. ET même quelque émissions télé ou radio, toujours sur des questions de fond : OGM, sécurité maritime, légionellose ou déchets...

Animation des CNIR, préparation des motions et revalorisation du travail et des relations entre CE et commissions, qui sont la partie substantielle d'un mouvement trop noyé dans des luttes stériles

pour un illusoire pouvoir interne, furent une grande part de mes préoccupations.

Nombre de soirées (et de journées !) parisiennes furent l'occasion d'accompagner Gilles Lemaire, Jean Desessard ou Natalie Riollet et d'autres dans les nombreux contacts avec les syndicats, associations et autres partis politiques. J'y ai senti se retisser des liens distendus par les effets du réalisme du quinquennat Jospin : avec la Conf, le Réseau « Sortir du Nucléaire » et avec le monde rural (même la FNSEA !!) ou maritime (armateurs ou pêcheurs).

L'aventure du Forum des Gauches, et sa résultante que fut le travail passionnant (même s'il avorta encore pour des raisons électoralistes) mené avec les responsables santé de toute la gauche sur la réforme du système de santé, a cependant vu les Verts devenir le creuset et le catalyseur crédible d'une possible reconstruction à gauche. J'y ai senti grandir la possibilité de travail commun, qui sera une des clefs incontournable de victoire de la gauche en 2007. Montée au CE

avec la volonté de « mettre du lien », ce ne fut pas facile, tant les rapports de force prennent le pas sur le fond, et c'est leur violence qui m'a fait lâcher. Comme l'impression d'en avoir fait beaucoup, jusqu'à l'épuisement, et pourtant trop peu sur une délégation qui comporte aussi agriculture, sécurité maritime et santé, ce qui est énorme, et incompatible avec un temps partiel et un soutien salarié très aléatoire. Cette délégation est l'essence même de la singularité verte et doit être fractionnée et/ou renforcée par un(e) salarié(e)

L'absence de volonté de coordination dans les expressions publiques des Verts, malgré les efforts certains de plusieurs membres du CE de mettre autour d'une table les principales personnalités, les parlementaires et les responsables du parti, n'a pas permis de progresser. Les adhérents continuent de découvrir dans les médias des prises de position qui sont parfois celles de telle ou telle personne à titre personnel, mais présentées comme représentatives des Verts compte tenu de l'émetteur et de sa notoriété.

Pour mieux coller à l'actualité l'obligation de recueillir systématiquement l'accord de 3 porte-parole a été allégée. Un porte-parole peut réagir à la sollicitation d'un média dès lors qu'il ou elle est certaine de prononcer des propos sur lesquels il ne peut y avoir de divergences fortes au sein des Verts.

Cette modification a permis de réagir dans des délais très courts à de nombreuses occasions et jamais les déclarations des porte-parole n'ont été aussi nombreuses. Il y a cependant loin entre ces déclarations et leur reprise par les médias, et les adhérents non inscrits à la liste de diffusion automatique des communiqués de presse sont encore très prompts à réagir en demandant plus de communication sans quelques fois savoir que celle-ci a déjà été réalisée.

De même une nouvelle procédure a été instituée : le point de presse hebdomadaire. Chaque mercredi matin, un ou plusieurs porte-parole présentent devant les journalistes conviés, des points de vue des Verts ou des décisions sur tel ou tel sujet. Les reprises sont plus fréquentes.

L'amélioration de la communication des Verts reste néanmoins

tonique (comme le furent Vincent ou François), la création d'une vraie documentation, et la mise en réseau des compétences sur toutes les régions. Finalement la trop courte réunion de CE du mardi, presque un détail, est sans conteste la part la plus démotivante de cette fonction ingrate !

CATHERINE BOUDIGOU
ex-déléguée à l'environnement

une priorité importante. Les Verts sont encore le seul parti à ne pas disposer d'un abonnement aux dépêches d'une agence de presse et il a fallu presque un an de négociation interne au CE avant que cet abonnement soit envisagé et proposé au CNIR d'octobre 2004.

L'amateurisme reste la règle et nombreux sont celles et ceux qui pensent que les médias doivent s'aligner sur les Verts et que nous n'avons pas à accepter leur fonctionnement.

De même le dispositif du siège en matière de relations presse reste largement à construire. Le manque de moyens et de formation et l'absence de capacité d'anticipation sont patents. Le calendrier politique n'est pas suivi, les commissions ne sont pas sollicitées pour préparer les échéances et réagir au bon moment et il s'ensuit inévitablement un décalage préjudiciable à la reprise des positions ou réactions des Verts.

Les médias et les Verts eux-mêmes ont donné au secrétaire national un statut de fait qui le positionne comme le principal animateur des Verts, y compris au plan public. La redéfinition des rôles s'impose donc. Soit nous conservons les répartitions officielles et dans ce cas il faut que le secrétaire national retrouve une fonction à usage interne, soit nous entérinons la situation de fait et dans ce cas il faudra revoir nos textes. Dans cette hypothèse la parité devra être respectée sur un double poste de co-secrétaires à l'instar de nos amis belges ou allemands.

YVES CONTASSOT
Porte-parole

Quatre élections importantes ont eu lieu pendant cette mandature 2003-2004.

En termes de scores électoraux, nous avons obtenu d'excellents résultats pour les listes autonomes aux régionales et les candidats verts aux cantonales, un résultat mitigé pour les élections européennes et un résultat attendu pour les sénatoriales.

En termes d'élus, nous avons doublé le nombre de conseillers régionaux avec 168 élus, obtenu 12 conseillers généraux, 6 députés européens au lieu de 9, avec des modalités de scrutin *a priori* défavorables et quadruplé le nombre de sénateurs.

En termes d'alliances, nous avons pu vérifier une fois de plus que malgré ses déclarations au Congrès de Dijon, le parti socialiste n'a toujours pas adopté des méthodes de travail avec les Verts. Il a des difficultés, non seulement à construire un partenariat, mais aussi à faire respecter par ses fédérations locales les quelques engagements nationaux qu'il a pu contracter (pour mémoire : régionales, Midi-Pyrénées et Champagne-Ardenne, sénatoriales, le Rhône...).

L'ensemble des listes aux régionales et aux Européennes a dépassé le seuil de remboursement. Nous pouvons dire que ces bons résultats électoraux ont contribué au redressement financier du Parti.

Un des enseignements qu'il faut tirer de cette période est la pertinence de nos modalités de désignation des candidats. Il conviendra de modifier l'article 10 du règlement intérieur ; pour les régionales, il est important d'harmoniser les modes de désignation pour l'ensemble des régions ; pour les sénatoriales, il est apparu évident qu'il

n'a pas été, assez, tenu compte des desiderata départementaux et que cela est source de tensions et de conflits.

Dans le cadre de ces campagnes, nous pouvons nous féliciter de la communication rapide des informations et de la bonne collaboration avec l'ensemble des secrétaires régionaux et délégués aux élections. Nous pouvons dire que nous avons, à ce niveau, atteint un bon niveau de confiance et une certaine performance. De même, pendant cette période, le Collège exécutif, les salariés du National, ont contribué à la réussite de ces élections malgré la surcharge de travail qu'a représenté le déménagement du Siège et la tenue d'une AG programmatique.

Le National dispose, maintenant, d'un fichier important de données électorales.

Cela nous a permis de prévoir, six mois avant les régionales, le passage de 16 régions à gauche... Mais à l'époque, personne ne nous a cru !

Un point reste à traiter : l'actualisation du fichier des élus que nous n'avons pas eu le temps de mettre à jour.

Je remercie l'ensemble des cadres régionaux et locaux, les militants et les candidats, les salariés du National et des régions pour leur dévouement et leur efficacité lors de ces élections. Je quitte ce poste avec le sentiment du devoir accompli, un brin de nostalgie, et avec l'impression de transmettre au futur responsable aux élections un outil maintenant performant.

JEAN DESESSARD,
Délégué aux Elections

Organisation et réforme, histoire provisoire d'un chantier en cours : la réforme participative interne.

Un document d'une quarantaine de pages comportant des propositions de réforme, paru début avril 2003.

Le mouvement s'est peu emparé de ce travail, les élections ont occupé le temps militant et la phase participative de la RPI n'a donc guère mobilisé. Cependant les importants changements statutaires présentés par le comité de pilotage furent tous adoptés, à plus de 60 %, à l'AG extraordinaire de 2003, sans polémiques et sans remettre en cause l'apaisement fragile du mouvement. Le choix de ne retenir que des propositions faisant consensus s'est avéré le bon. Les auteurs de l'API pointaient d'ailleurs qu' "une réforme ne pourra porter ses fruits que si elle est portée assez largement au sein des Verts".

D'autres chantiers sont en cours : résolution des conflits, mode de désignation des candidats aux élections, formation des adhérents... ainsi que la réalisation d'un "guide" à la fois de "jurisprudence", de fonctionnement et de mutualisation des expériences des différentes régions.

En effet, il ne faut pas avoir une vision étriquée de la RPI. Si les Verts doivent adapter leurs règles dans le respect de leurs fondamentaux, ils doivent aussi améliorer leur mode de fonctionnement : ce sont nos comportements, les difficultés relationnelles que parfois ils engendrent qui souvent réduisent notre efficacité et empêchent de prendre, autant que faire se peut, du plaisir à militer.

À l'expérience, je crois d'ailleurs que le P de Participative doit sans doute être aussi le P de Permanente : c'est dans la durée, en créant du consensus sur les progrès à faire que nous ferons des Verts un outil efficace pour mettre en œuvre notre projet.

Les Journées d'été

Nos JE furent un succès et donc pour moi un travail gratifiant. Je regrette cependant de n'avoir pas eu le temps d'initier, à tous les niveaux du mouvement, une réflexion sur des formes de mutualisation financière permettant une plus grande participation de tous à notre rendez-vous annuel.

Nous avons aussi, à Toulouse, fait le lien avec nos combats du moment en manifestant en ville sur les OGM mais aussi en invitant les habitants à notre fête finale, c'est une ouverture vers l'extérieur à poursuivre.

L'achat de la chocolaterie

Les auteurs de l'API recommandaient "vivement" aux Verts "de se rendre propriétaires d'un local national". Nous avons mis en œuvre, sans réserve, cette recommandation. Grâce à la confiance retrouvée des Verts, l'achat du siège a été possible et c'est une des plus grandes fiertés de mon mandat que d'avoir contribué à ce que les Verts aient aujourd'hui leur maison.

Il reste à la rendre plus fonctionnelle au service de tous. C'est l'objet de la réforme du fonctionnement du siège et de l'organisation du travail des salariés auxquelles je me suis aussi attelée.

CÉCILE DUFLLOT-BLETTERY
*Déléguée à l'organisation
et à la Réforme Participative Interne*

Paradoxes... Ces deux années de CE auront été marquées par l'alternance de moments de tensions puis de relative convivialité, par l'oscillation permanente entre la confiance et le raidissement... Nous y avons vécu, semaine après semaine les tensions au sein de la majorité hétéroclite issue de Nantes, mais aussi les efforts pour gérer les difficultés financières et logistiques, ou encore la constitution parfois hallucinante des listes régionales... Sans vouloir nier la volonté de la majorité sortante de bien gérer le mouvement notamment dans ses aspects matériels (achat du local, désir de voir aboutir la RPI...), son manque d'unité a souvent brouillé la lisibilité de notre action et de notre positionnement politique. Le bilan de ces deux années devra être tiré collectivement mais quelques éléments clés me semblent se détacher :

- l'instabilité interne empêche toute prise de position offensive vis-à-vis de la société, les prises de risque sur les sujets sensibles n'étant pas suffisamment assumées de façon solidaire ;
- les Verts s'occupent de beaucoup de choses très importantes mais peinent à réfléchir collectivement sur la façon dont se construit globalement un rapport de force avec nos "partenaires" et au sein de la société.

La fonction de porte-parole aura été particulièrement complexe, dans ce contexte où l'élection de quatre PP résulte d'une désignation proportionnelle, chacun étant à la fois mandant d'un courant et représentant du mouvement. Bien plus que les contraintes matériel-

les réelles (suppression du poste salarié d'assistant des PP, pas d'abonnement AFP pour suivre l'actualité, poste peu défini de l'attachée de presse ...), le caractère hétéroclite de cet attelage de quatre a été suffisamment créateur de dysfonctionnements pour que le nombre en ait désormais été réduit à deux, progrès indéniable. J'aurais, pour ma part, souhaité ne pas avoir à subir les annulations de point presse par le SN, au prétexte... que j'étais seule pour les tenir !

Malgré la mise en place d'une liste interne réservée à l'ensemble des PP du mouvement à tous les niveaux de responsabilité, restée assez confidentielle mais qu'il faudra relancer, la réactivité reste trop faible, faute d'anticipation et surtout de lieux formalisés de veille et de coordination. La parole du mouvement est obligatoirement le résultat d'une réflexion collective et couplée avec l'ensemble des responsables nationaux amenés à intervenir publiquement, que ce soit devant la presse ou, surtout, au sein de leurs assemblées (européenne, nationale ou locales...). Il me semble donc indispensable que le prochain CE s'attache en priorité à articuler les modes et les lieux d'élaboration et d'expression des Verts, en interne par la relance de l'articulation avec les commissions qui sont heureusement assez nombreuses désormais à proposer des éléments de réaction rapides et charpentés, mais aussi en étroite synergie avec les parlementaires et l'ensemble des élus locaux du mouvement.

MIREILLE FERRI
Porte-parole

Deux ans au CE

Construire les alternatives...

Les Verts sont confrontés, depuis deux ans, à l'entreprise de démolition sociale du gouvernement Raffarin : nous devons nous y opposer, mais aussi proposer des alternatives écologistes qui répondent aux besoins des citoyens. Chargée des questions économiques et sociales et des relations avec les acteurs sociaux, j'ai donc engagé, avec des responsables de commissions, des experts Verts, des députés nationaux et européens, une démarche d'élaboration des alternatives : les conventions publiques.

... avec les acteurs sociaux

Sur les questions des retraites, de la santé, des conditions de travail, des services publics, les phases de préparation des conventions et des "3 heures pour l'écologie" ont été le prétexte de multiples réunions bilatérales avec les syndicats, les organisations professionnelles, les associations, les mouvements de chômeurs et de précaires, les intermittents, les chercheurs... Et nous avons pu vérifier que les idées des Verts sont attendues et souvent partagées par les acteurs sociaux. Nos propositions (motions de Cnir sur les retraites et sur la santé) ont été calées au plus près des attentes et des besoins de nos concitoyens.

Former les militants...

Afin que les militants puissent s'approprier et diffuser les idées qui émanaient des conventions, des tracts, des plaquettes, (entre autres "Santé, Sécu, une autre réforme est possible"), des vidéos (retraites, santé) ont été réalisées. Des conventions régionales ont ainsi pu

être organisées, notamment pendant les campagnes des élections régionales et européennes. Et les forums, aux journées d'été de Toulouse, ont largement abordé les thèmes de santé au travail, santé environnementale, risque industriel, responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

...et faire campagne

Le CE des Verts, ce sont aussi des groupes de travail qui se créent au gré des besoins du mouvement. Ainsi, dans le cadre des campagnes pour les élections régionales et européennes, j'ai participé à l'élaboration des documents de campagne, j'ai notamment insisté sur la nécessaire cohérence graphique des deux campagnes. Fin 2003, j'ai coordonné la campagne "En 2004, ne restons pas sans voix", et nous avons été le seul parti à faire une campagne d'inscription sur les listes électorales, notre affiche a même été diffusée par les trois chaînes de télévision nationales. J'ai également assuré la publication de la brochure "Climat" et du 4 pages "Ils feront encore pire".

En conclusion

Pour conclure, je voudrais remercier les salariés du siège des Verts qui m'ont donné un coup de main chaque fois que j'en ai eu besoin. Je voudrais remercier les copines provinciales du CE et du Cnir, qui ont partagé mes grognements quand les franciliens ne tenaient pas compte de nos contraintes d'éloignement et d'horaires. Et je voudrais remercier les économistes des Verts qui avaient promis de me conseiller si j'étais élue, et qui ont tenu parole.

NATALIE GANDAIS-RIOLLET,

Déléguée aux questions économiques et sociales

Economies obligent : je vous ai livré un bilan de 9000 signes en 2000, 3000 signes sont aujourd'hui de rigueur !

Déléguée à l'international

Le CE issu de Nantes comprenait 2 postes internationaux : "international" (visibilité des Verts dans les "affaires étrangères") et "internationalisation", (mobilisation citoyenne mondiale).

La ligne de partage est tenue : les relations avec les autres partis Verts passent par une présence forte de ceux-ci dans les Forums sociaux et j'y ai activement participé, en particulier à Mumbai. Sergio, a aussi suivi des dossiers "internationaux", comme la relation avec le Collectif Ingrid Betancourt.

Ma priorité a été de développer les relations avec les autres structures vertes, pour alimenter en information, en réflexion, en proposition le mouvement, comme sur le dossier de la Guerre en Irak.

J'ai souffert du peu de temps accordé à la réflexion internationale : au CE, résumé au mieux à "tu as 3 minutes pour nous parler de tes dernières vacances". Ma place dans Vert Contact pour informer a été réduite à la portion congrue.

Le dossier Europe a fait récemment exception à cette règle.

Dossier européen

- Avec un scrutin difficile les Verts ont obtenu un bon score avec 6 élus. La carte de la campagne européenne commune a été perçue de manière très positive. Au niveau européen le résultat est plus mitigé avec 34 députés élus dans 11 pays sur 25, dont 18 allemands ou français.
- Le Parti Vert Européen : Élu au CE de la Fédération, j'ai suivi

depuis l'origine le processus de construction du PVE jusqu'à son lancement au Congrès de Rome.

Pour autant (cf. mon Mémento PVE), l'intégration en un parti européen commun de l'axe Bénélux/Allemagne/France serait réductrice. Notre message politique est différent et porteur par sa dimension pan-européenne. Le PVE ne fonctionnera que si chaque structure (partis nationaux, Groupe Vert, PVE) y joue pleinement son rôle. Le déséquilibre de moyens (plus de 100 salariés au Groupe, des dizaines dans les partis, moins de 3 au PVE) ne permet pas encore d'atteindre cet objectif. Des coopérations bi-latérales entre partis sont également essentielles.

Internationale Verte

Après le premier Congrès des Verts mondiaux, j'ai contribué au renforcement des relations avec les autres partis Verts, aux réunions des partis nationaux ou des Fédérations, ainsi qu'aux Contre Sommets à Nairobi, Cancun et Mumbai (cf. mes rapports et notes stratégiques).

Le changement de donne politique a eu lieu en Asie. Au FSM de Mumbai, la relation partis politiques/société civile a changé de nature. L'écologie politique est perçue comme un espoir, différent de la gauche traditionnelle ou extrême.

Devant l'évolution actuelle du mouvement citoyen européen ou planétaire, il est vital de renforcer notre structure politique pour peser et faire entendre nos thèmes prioritaires...

Je ne suis pas candidate au Collège exécutif, mais mon action politique internationale se poursuit et je continuerai à vous en informer.

CATHERINE GRÈZE

Déléguée à l'international

18 mois, pour changer, réformer, être plus pédagogique, avoir plus de transparence, voir plus loin que l'année en cours...

Beaucoup de choses ont changé, mais il en reste encore à faire en gardant le cap.

Nous n'avons pendant 18 mois jamais autant parlé de finances :

• **En 2003**

Avril : réforme du budget et présentation pédagogique.

Juin : budget des Européennes.

Septembre : point sur le budget et modification.

Novembre : orientation budgétaire pour 2004 et regard sur 2005, motion sur le R39 pour les élections régionales.

• **En 2004**

Janvier : budget 2004.

Avril : bilan de 2003 et situation suite aux régionales et cantonales.

Juin : réforme du budget 2004 et budget 2005 suite aux élections européennes. Réforme des budgets permettant, grâce aux régions, de sortir des dettes pour fin 2006, avant l'échéance des prochaines élections.

Pendant ce temps,

Nous avons regagné la confiance de la banque, ce qui a facilité l'achat du siège national.

Obtenu le financement pour les campagnes européennes.

Mis en commun la trésorerie entre le national et les régions (confiance là aussi retrouvée).

Lancé la mise en place d'une gestion commune des fichiers d'adhérents. Tout ce travail n'aurait pu être réalisé sans la volonté de la direction actuelle, mais aussi du bon sens de la minorité. Au-delà du CE,

Nathalie Rozen (salariée du national) a pris toute sa place, pour faire avancer les problématiques financières. Je n'oublie pas le collectif des trésoriers régionaux, avec qui j'ai échangé autant que possible afin d'orienter les décisions.

J'ai effectué mon mandat, en respectant le choix d'être en dehors des sensibilités, à quelques exceptions près. Je n'ai pas à rougir de ce choix, surtout en constatant que les votes dans les sensibilités étaient parfois contradictoires. Ma faible participation physique au CE, en période de consolidation et de compte de campagne, a posé problème. Le manque de moyen ne m'a pas permis de me libérer plus souvent. En réalité, mon absence n'a pas causé préjudice aux décisions du CE. J'avais imaginé ce qui m'attendait sur la situation financière, mais je n'avais pas anticipé la vie du CE. C'est actuellement plus la somme de 15 individus, que la représentation des sensibilités. Dans ce sens, je suis donc pour la création d'une équipe, au-delà des tendances.

Dans la prochaine mandature, nous devons harmoniser les adhésions, tant sur les montants par une grille nationale de référence, que dans les procédures. Nous devons aussi définir les besoins "vitaux" au niveau national et régional, équitablement. Il faudra donc réformer la répartition du financement public prenant en compte de nouveaux critères.

Je souhaite poursuivre car j'ai le sentiment d'avoir accompli ma mission, sans pour autant l'avoir terminée. Les acclamations du CNIR ont été un bon signe. Contrairement à ces 2 années, le prochain mandat devrait être plus calme, car il n'y a pas de grande échéance. Il faut poursuivre dans le même sens pour mener à bien ce qui a déjà été engagé.

DOMINIQUE ISSELÉ
Trésorier national

Préserver la mémoire pour construire, anticiper pour grandir

J'ai pris plaisir dans les premiers mois à travailler, à échanger avec les CARs, à découvrir que de Poitiers à Aix-en-Provence, d'Angers à Toulouse, des plages de l'Aquitaine à Annecy, nos régions produisaient, avec parfois plus d'imagination que celle dont nous faisons preuve, militaient et donnaient envie de militer. Mais très vite l'absence d'archives, de dossiers de fond, de salarié attribué dans la durée aux conflits et aux régions a rendu cette tâche difficile.

Plus qu'un bilan personnel, je retire de cette expérience de grands manques : l'absence d'une commission nationale des conflits, la diversité des règles qui se sont appliquées pour la désignation des candidats aux élections, les difficultés du Conseil statutaire à répondre en temps réel à des saisines appelées à tort « référés », le sentiment d'injustice fort et violent qui pouvait en découler. Sans prévention, sans unification des règles (l'application de la règle de cumul des mandats repose sur la dénonciation à travers les recours), les sanctions ne peuvent être comprises et partagées. Alors ça et là il a bien fallu régler les conflits, tenter de rééquilibrer, de trouver des compromis, en Haute-Normandie, dans le Centre, en PACA, dans le Languedoc ou ne pas les trouver, il a fallu gérer les rapports avec des partenaires amusés de nos situations, se substituer aux négociateurs parfois défaillants, penser l'intérêt du parti pour avoir des élus et construire les régions pendant six ans. La convention des élus que j'ai co-organisée avec Yves Contassot a été un succès et a permis de réaffirmer cette volonté.

Les Journées d'été ont été une réussite et nous avons je crois avec Cécile Blettery-Dufflot su renouveler la formule tout en préservant la saveur originelle : choix d'un site universitaire propice au travail, changement de dates adaptées à la participation de tous, réorganisation d'un programme, hétérogénéité des conditions d'accueil.

La mise en place du programme de formation des militants et des responsables d'instances était à mon sens un enjeu important pour les Verts. Durant des mois, j'ai participé aux réunions de formation, évalué, proposé. Assurer la reconduction du programme de formation des Verts, c'était répondre à la volonté enthousiaste de plusieurs centaines de personnes formées, c'était préparer l'avenir en donnant aux militants les moyens de mieux assurer leurs responsabilités, de préparer les prochaines campagnes électorales en autonome. Le Cnir ne s'est pas trompé en demandant de reconduire ces deux sessions de formations. Le troisième programme, destiné aux collaborateurs d'élus a permis après des mois de travail de voir se mettre en place un DESS de qualité. Mais le paradoxe est douloureux : sans financement il n'a pas permis aux militants Verts d'y accéder et ce sont aujourd'hui les autres partis qui en bénéficient. Trouvons demain les moyens pour relancer ce nécessaire travail d'anticipation.

MAUD LELIÈVRE
Déléguée aux régions et aux adhésions

Secrétaire national, quelle histoire.. !

Je me suis investi avec passion dans la tâche de secrétaire national. Je suis fier de ce que nous avons fait. Ces 20 mois ont fait grandir les Verts et construit les bases de notre développement futur.

Mon bilan complet est disponible sur le site alphavert.net. Je ne rappelle ici que les éléments majeurs.

Les liens ont été retissés avec les organisations syndicales, les associations environnementales et les mouvements associatifs grâce à la présence active des Verts sur le terrain, en mettant les moyens de nos élus au service des mouvements et avec la présence de nos militants dans les manifestations sur le nucléaire et les OGM... dans les mouvements pour les retraites, le droit au logement et les sans-papiers...

Notre projet était de placer les Verts au centre du débat en dialoguant avec tous : gauche traditionnelle, gauche alternative, autres écologistes, mais surtout militants associatifs, alter-mondialistes et syndicaux. Des processus pas assez débattus (forums de la gauche et des Verts, appel Ramulaud, invitation d'Antoine Waechter et de Fabius aux JE de Marseille) ont affaibli cette démarche.

En faisant bloc autour de cette stratégie simple : "1- nous dialoguons avec tous, 2- nous passons des accords de gouvernement avec ceux qui mettent les mains dans le cambouis pour changer les politiques publiques" nous nous donnerons les moyens de ne pas être les otages d'un parti, qui comme tout parti en position de force "relative" a des tendances hégémoniques.

Débarquer dans un CE, avec une délégation agriculture, environnement, transports, énergie..., avec un ordinateur vide, une armoire pleine et sans mode d'emploi, sans salarié aucun, et à 3 mois d'un congrès, une gageure pour ne pas dire plus. Arriver dans cette délégation, alors que les « faucheurs volontaires » vont être traduits en justice, que le plutonium américain vient être « démilitarisé » à Cadarache dans le plus grand déni de démocratie, que la loi de protection du littoral est en danger, comme celle sur les parcs nationaux, que les transporteurs routiers et les grosses entreprises de la pêche obtiennent des avantages sans condition du fait de la montée du prix du baril, alors qu'aucune politique alternative aux énergies fossiles et nucléaire n'est réfléchie à droite et à gauche..., on essaie de travailler avec les moyens du bord, et sa tête en premier, avec les commissions,

Si il ne fallait citer qu'une chose, j'inscrirai au bilan de ces deux ans l'un des principaux chantiers de ce mandat que fut l'AG programmatique. Difficile à monter et à mener à son terme, elle a finalement permis d'associer plusieurs centaines de militants à la rédaction de fiches, débattues et votées en décembre 2003. Ce fut une expérience collective palpitante au sein de l'équipe politique inter-sensibilités et salariée qui travaillait sur le programme. Malgré ses imperfections, cette AG a constitué une étape dans la réflexion collective du mouvement qui a été globalement appréciée des militants et a donné lieu à une bonne couverture de presse. Il reste à trouver les supports et les moyens de poursuivre notre réflexion, notamment avec des lieux de confrontation idéologiques ou concrets avec d'autres acteurs syndicaux, associatifs, politiques... Nous devons pour cela penser à la forme future de nos conventions thématiques. En faire des lieux d'innovation pour les Verts, et tournés vers l'extérieur. La politique a besoin d'air frais : de rencontres, d'apports variés et de nouveaux militants.

Par ailleurs, je me suis impliqué fortement dans plusieurs événements et dossiers : élections européennes (avec notamment un travail important sur les contenus), tutelle de la région Languedoc-Roussillon, travail sur une réforme des commissions, réunions inter-commissions, négociations électorales, organisation des 20 ans des Verts, organisations de débats aux JE puis sur les institutions, participation à des rencontres des Verts avec d'autres organisations...

Les meilleurs résultats des écologistes avaient lieu le Parti socialiste au pouvoir. Cette fois, les résultats autonomes des Verts tant aux régionales, aux cantonales qu'aux européennes ont été bons avec un fort impact médiatique, alors que le Parti socialiste profitait de son statut de principal parti d'opposition.

Rétablir un fonctionnement démocratique était le deuxième axe du changement de majorité de décembre 2002.

Réactiver le CNIR, stabiliser la vie interne, renforcer la logistique, assainir les finances et rembourser les dettes, acheter le local, ranimer les sites internet, éditer des brochures et du matériel électoral, animer les journées d'été, mettre à jour le programme, tels ont été nos axes principaux d'activité.

Le nombre d'adhérents après une baisse en 2003, comme dans l'ensemble des partis politiques, remonte fortement en 2004 : nous avons plus d'adhérents fin septembre 2004 que fin décembre 2003.

En 2003, nous sortions d'une période de conflits intenses. Les Verts ont vocation à rassembler des démocrates chrétiens à l'extrême gauche et aux courants libertaires, tant que ces personnes adhèrent à l'écologie politique. Mon envie était dès le départ, dans le respect des engagements votés, de travailler avec tous et de permettre à tous de trouver place au sein des Verts. Nous avons également à inventer d'autres modes de désignation des candidats, à minimiser le rôle des courants, tendances et chefs de tente... J'espère y avoir contribué.

GILLES LEMAIRE
Secrétaire national

avec les bonnes volontés chargées de « campagne-action », avec les porte-parole, avec les élus, avec les associations, et on est pris dans l'urgence, on pare au plus pressé, tout en devant décrire les enjeux et les embuches du CE lui-même !

« Il faut aimer pratiquer le pouvoir au CE », m'aura-t-on dit, oui bien sûr, mais avec du fond idéologique, et sûrement avec l'objectif que les Verts sortent de leur crise d'adolescence et prennent toute l'ampleur d'un parti de gouvernement. Que la déléguée à l'environnement soit présente sur le front de la protestation mais surtout qu'elle alimente, sans complaisance ni jusqueboutisme la force propositionnelle du Parti Vert : en 3 mois, j'aurai essayé de poser quelques jalons..

MARIANNE MOUKOMEL
Déléguée à l'environnement

Pendant la durée de mon mandat au CE, je n'ai pas été candidat aux élections comme j'en avais pris l'engagement en 2002. J'ai conservé pendant tout ce temps un emploi à mi-temps, dans l'éducation nationale, puisque je percevais une indemnité pour le CE sur la base d'un tiers-temps.

Après deux ans de CE, je reste convaincu qu'un chantier important reste à mener pour changer nos structures internes qui à bien des égards ne sont pas adéquates pour accueillir un public de militants et d'adhérents plus nombreux, tandis que certains des responsables se sont sur-adaptés aux mécanismes complexes (et de facto pas toujours démocratiques) qui régissent les Verts.

Nos succès électoraux aux scrutins de 2004 sont venus rompre avec l'idée que le PS pouvait incarner la gauche à lui tout seul après le traumatisme d'avril 2002. C'est un enjeu majeur que notre parti consolide ses contenus et affûte ses propositions pour la prochaine mandature. Nous ne devons pas seulement définir notre projet de société à moyen/long terme, mais poser les étapes de la transition. Ce sera aussi l'un des enjeux de 2007 que d'aller à la rencontre de la société telle qu'elle est, avec ses résistances, ses initiatives, ses contradictions. À nous de nous appuyer sur ce vivier démocratique pour faire vivre nos positions, sur tous les sujets, et sans craindre le débat.

CHRISTOPHE PORQUIER
Délégué au programme et aux commissions

Mettez deux Verts dans une pièce et vous aurez deux tendances. Cette vieille plaisanterie explique quelle a pu être la difficulté de porter la parole des Verts durant ces deux dernières années. Confier à une personne la parole collective n'est pas très "Vert" et on s'empresse d'en réduire l'efficacité en multipliant les "légitimités" : 4 officiellement, ... officieusement 5 avec le Secrétaire national, 9 avec les parlementaires, 11 avec les anciens ministres, 20 avec les députés européens, etc.

Dans un tel contexte, mon profil n'avait au départ que peu d'atout : jeune, inexpérimenté dans cette tâche, un carnet d'adresses de presse peu épais. Je me suis assigné une mission simple : celle de saisir au vol les événements de l'actualité pour distiller le projet des Verts. Au travers de la cinquantaine de communiqués ou réactions de presse que j'ai pu faire (la liste exhaustive est disponible sur le site web des Verts), ou d'événements médiatiques que j'ai organisé (3 heures pour l'écologie avec Hulot et Bougrain-Dubourg sur le réchauffement climatique), j'ai réagi aussi souvent que possible à tous les événements sur lesquels il nous fût opportun de faire connaître notre point de vue.

Je me suis aussi attelé à la délicate tâche de coordonner les paroles vertes, car c'est bien au pluriel que nous existons. J'ai tenté des rencontres de "leaders Verts" afin de définir quelques axes communs... mais si je l'ai toujours refusé dans l'usage que je pouvais faire des médias, les comportements restent soutenus par une organisation interne qui continue de nous pousser vers le porte-parolat de tendances.

Mais un bilan de mandat n'aurait que peu d'intérêt s'il ne donnait quelques pistes d'améliorations pour l'avenir.

N'être plus que deux dès la prochaine mandature améliorera l'efficacité. Mais la fonction de "porte parole de fait" du secrétaire national doit être reconnue. Dès lors, une fusion des postes avec deux co-secrétaires nationaux qui auraient également les fonctions de porte-parole devrait être envisagée.

Même si je n'ai fait que l'esquisser, notamment en m'impliquant fortement dans la communication des européennes, il me semble indispensable de mettre en place un véritable pôle "communication" au siège national, regroupant les membres du CE et les salariés concernés. Développer de véritables plans de communication, qui associent nos parlementaires et tous les porte-parole de fait qui représentent les Verts aux yeux de l'opinion publique, est une nécessité.

L'élaboration de nos idées, dont l'audace reste mal connue du grand public, doit pouvoir s'appuyer sur des moyens humains salariés et un vrai réseau d'expertise interne, aujourd'hui quasi inexistant. Le travail en solitaire auquel se livrent aujourd'hui les porte-parole est un travail d'équilibriste qui n'est pas sans danger.

Même si nous avons collectivement fait un travail honorable, le prochain CE devra s'emparer de la question des moyens donnés aux porte-parole car il faut professionnaliser notre parole publique, c'est une question de crédibilité aux yeux des électeurs.

YANN WEHRLING
Porte-parole

BILAN DE LA MANDATURE 2003-2004 DU CNIR

L'AG de Nantes avait affirmé la nécessité de rééquilibrer les instances internes en accordant plus de poids au CNIR afin qu'il soit le Parlement des Verts et de laisser un rôle d'exécutif au CE.

Le Bureau du CNIR a mis en place des modifications notamment un livret d'accueil et un trombinoscope. Le bilan de ces deux ans permet de noter :

1- Une certaine amélioration du fonctionnement des CNIR

- avec respect des horaires et des temps de chaque débat ;
- cette rigueur méthodologique du Bureau a fait admettre qu'une motion, avant d'être soumise au vote, doit recueillir l'avis préalable de la Commission concernée, intégrer en amont les amendements ou autres motions traitant du même sujet ;
- le rôle d'élaboration programmatique du CNIR a été effectif pour valider plusieurs fiches programmatiques ;
- les parlementaires ont rendu compte de leur activité ;
- de nombreuses Commissions thématiques ont présenté leurs travaux en CNIR.

2- Les difficultés de fonctionnement

Ces difficultés rencontrées par le Bureau sont liées à des dysfonctionnements du CE :

- décalage de la réunion du CE du jeudi au mardi et manque de continuité de présence de certains membres du CE (finalisation des motions de CE hors délais) ;
- durée de la réunion du CE de 3 heures qui réduit la tenue de débats politiques et la préparation du CNIR ;
- absence de plusieurs membres du CE au CNIR : problèmes d'articulation.

Propositions d'amélioration pour le nouveau CNIR

- Mise en place d'une règle plus stricte pour les trois CNIR d'absence de la doublette, information des régions sur l'absentéisme de leurs CNIRiens ;
- renforcer le rôle des régions : permettre

aux secrétaires régionaux d'assister à chaque CNIR (cf RPI) pour présenter leurs projets ;

- faire du CNIR un organe législatif : préparer les débats politiques avec des experts et les commissions ;
- former les cadres militants : meilleur accueil en début de mandat avec un temps de formation, maintien du tirage au sort des interventions ;
- éviter au CE d'être juge et partie : demander à des CNIRiens de co-animer avec le Bureau ;
- faciliter l'articulation entre les CNIRiens et le reste du parti : éviter de présenter les motions de fond en urgence pour laisser un temps de débat aux régions ;
- mettre en place une Commission permanente du CNIR avec mission de coordination entre CNIR et CE.

LE BUREAU DU CNIR